Communiqué de l'AFEP,
Jeudi 11 octobre 2018

Programmes de SES : le grand bond en arrière

Le Conseil supérieur des programmes s'est réuni depuis avril 2018 pour refondre les programmes d'enseignement au Lycée, notamment ceux de sciences économiques et sociales (SES).
Côté économie, nous avions déjà eu l'occasion de souligner que la composition de la commission des programmes, qui ne laissait aucune place au pluralisme, risquait de proposer une offre de formation monolithique dans sa pensée (voir ici le communiqué de l'AFEP de juillet).

Nos craintes se sont transformées en certitude : la réforme envisagée constitue un nouveau recul en abandonnant l'idée d'une formation transdisciplinaire au profit d'une juxtaposition de modules monodisciplinaires présentés comme parfaitement homogènes, exempts de débats et disposant de fondements universels.
Ainsi, l'étanchéité entre les disciplines d'économie, de sociologie et de science politique est maintenant acquise, ne laissant au dialogue interdisciplinaire qu'une place de strapontin en seconde et en première (et en fin d'année). La construction des esprits critiques et la réflexivité, qui faisaient la force de ce programme des SES, ne sont envisagés qu'à partir de la sociologie, mais plus du tout à partir de l'économie. Lorsque les objets économiques sont présentés, ils ne sont jamais problématisés (on s'intéresse au « comment », et jamais au « pourquoi » pourtant l'un des questionnements en sciences sociales les plus rigoureux). Cela nécessiterait évidemment le recours à des propositions interprétatives plurielles, grand angle mort de ces nouveaux programmes. En première, par exemple, les enseignements d'économie sont strictement limités à une présentation de la théorie néoclassique microéconomique du consommateur et du producteur et ses variantes ! Qui donc se sert encore aujourd'hui de cette conception complètement désuète pour comprendre l'économie ?

Les programmes qui se dessinent sont à contre-courant de la modernité sur les savoirs en sciences sociales, en particulier pour la compréhension des enjeux en économie qui suppose d'hybrider économie et sciences sociales, et non de les juxtaposer. C'est ce qui fait aujourd'hui encore l'attractivité des SES : l'interdisciplinarité, la culture générale, la réflexivité vis-à-vis des dynamiques économiques telles qu'elles se donnent à voir, et la conscientisation des élèves-citoyens face aux grands enjeux contemporains, notamment ceux des inégalités et du changement climatique. C'est aussi ce qui forme le prérequis fondamental à la réussite dans l'enseignement supérieur de plus en plus construit sur des parcours de licence pluridisciplinaires permettant une spécialisation intelligente et progressive.

Au lieu de permettre une avancée dans la compréhension, par les étudiants et par la société en général, des enjeux économiques, sociaux ou environnementaux, le conseil des programmes nous prépare une régression, une sorte de « grand bond en arrière » dans la prise en compte des clés cognitives permettant de saisir les grands enjeux économiques contemporains. C'est tout bonnement consternant.